

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

1

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'inspecteur :

- L'EXPLOITANT DOIT METTRE EN PLACE UNE CONSIGNE ÉCRITE DÉFINISSANT LES MODALITÉS DES VISITES DE ROUTINE (ART 29.2 DE L'AM DU 03/10/10)
- L'EXPLOITANT DOIT MENTIONNER DANS SON PLAN D'INSPECTION LES DIFFÉRENTS TYPES DE DÉGRADATION ET DE DÉFAILLANCE SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LE RÉSERVOIR (APPLICATION DE L'ART 3 DU GUIDE DT 94 ET ART 29.6 DE L'AM DU 03/10/10)
- L'EXPLOITANT DOIT MENTIONNER DANS SON PLAN D'INSPECTION LES CRITÈRES D'ACCEPTATION DES DÉFAUTS MENTIONNÉS DANS LE GUIDE DT 94 (APPLICATION DU CHAPITRE 8 DU GUIDE DT 94 ET ART 29.6 DE L'AM DU 03/10/10)
- L'ÉTAT INITIAL DOIT MENTIONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS SUR LES 2 BACS TR4 ET TR5 PUISQUE CONNUS À CE JOUR (RAPPORT TOTAL 0M-0833 DU 27/01/2009, RAPPORT SOCOTEC S 246853 AM ICPE 2.0 DU 19/05/2008, RAPPORT COMEX NUCLEAIRE CNF PV 08 6570 570 DU 20/10/2008, RAPPORTS DE FIN DE TRAVAUX,)

Écart aux dispositions de : cf. ci-dessus

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Les 4 points ont été actés et sont en cours de finalisation avec l'APAVE, qui est notre sous-traitant expert sur ce domaine. Ils seront intégrés dans le dossier.

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Par courrier du 20/11/2012, engagement de l'exploitant de réalisation pour le 20/12/2012.
Cet écart fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

2

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

Constat de l'Inspecteur : PROPRETE DU SITE

L'EXPLOITANT DOIT NETTOYER :

- LES POINTS BAS DES CUVETTES DE RÉTENTION DES BACS TR4 ET TR5 (CET ÉCART SIGNALÉ PAR LE SERVICE ENVIRONNEMENT D'E-ON N'A PAS ÉTÉ SUIVI DE FAIT EN INTERNE : POURQUOI?) Avis 10312767
- LES RÉSIDUS DE LA BANDE DE CHARBON DOIVENT ÊTRE NETTOYÉS DU SOL ET CONTENUS DANS UNE BENNE
- L'AIRE DE DÉPOTAGE FIOUL DANS SON ENSEMBLE ET EN PARTICULIER LE CANIVEAU DOIT FAIRE L'OBJET D'UN NETTOYAGE RÉGULIER

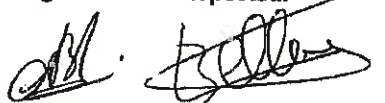
INSPECTION

Écart aux dispositions de : art 29.2 de l'AM du 03/10/10 (LI)

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

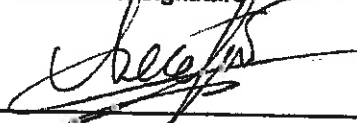
Signature de l'Inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature



Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

- Concernant les points 1 et 3, un nettoyage régulier a été inscrit dans la feuille de tournée mensuelle de notre sous-traitant VEOLIA
- Le service courrier est en charge du point 2 - les résidus de la bande seront nettoyés d'ici la fin du mois d'octobre - la benne, déplacée en raison du chantier dépôtage fioul, sera remise en place dans le même temps -

EXPLOITANT

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Photos envoyées par mail du 20/11/2012 + feuille tournée VEOLIA pour nettoyage régulier (4 fois par an) de l'aire de dépôtage fioul - Manque nettoyage cuvette de rétention (point bas), sera vu lors d'une prochaine inspection

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

3

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection : 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'inspecteur : LOCAL MOUSSE

L'EXPLOITANT DOIT LAISSER LIBRE ACCÈS AU NIVEAU DE L'ARRÊT « COUP DE POING » ALARME INCENDIE (STOCKAGE BIDON ÉMULSEUR)

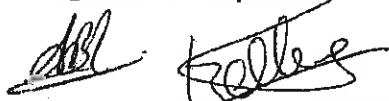
L'EXPLOITANT DOIT IDENTIFIER LE FIL VOLANT A PROXIMITÉ DE L'INTERRUPTEUR N°6

Écart aux dispositions de : art 7.7.2 de l'AP du 02/10/2009

(Indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

- Les bidons d'émulseur ont été déplacés par laissez le libre accès à l'arrêt "coup de poing"

- Concernant le fil volant, l'identification sera faite.

En l'état actuel des choses, le chantier lié à l'arrimage du nouveau pote de dépotage fioul n'est pas terminé et non réceptionné.

Suites susceptibles d'être données

Écart levé

Oui ☒ Non ☐

Proposition de mise en demeure

Oui ☐ Non ☒

Proposition d'arrêté complémentaire

Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Photos envoyées par mail du 20/11/2012 pour attester le libre accès au niveau de l'arrêt "coup de poing". Manque justification du fil volant. Fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection

L'inspection le :

28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

4

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'inspecteur : CUVETTES DE RÉTENTION

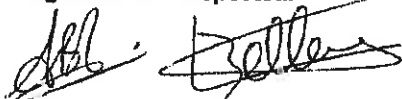
- L'EXPLOITANT DOIT S'ASSURER DE LA REMISE EN PLACE DES CALORIFUGES A LA SUITE DE TRAVAUX (CE POINT AVAIT DÉJÀ ÉTÉ NOTÉ LORS DE L'INSPECTION DU 12/04/2012 ET A FAIT L'OBJET D'UN PLAN DE PRÉVENTION NON SUIVI)
- L'EXPLOITANT DOIT S'ASSURER DU BON ÉTAT DES CALORIFUGES DES BACS 1 ET 2
- DE PLUS, L'EXPLOITANT DOIT PROCÉDER A LA BONNE FERMETURE DE LA VANNE 700 V DANS LE BAC 1 (CET ÉCART SIGNALÉ PAR LE SERVICE ENVIRONNEMENT D'E-ON N'A PAS ÉTÉ SUIVI DE FAIT EN INTERNE)
- L'EXPLOITANT DOIT PROCÉDER AU REBOUCHAGE DU GROS ORIFICE DANS LE BAC 1

Écart aux dispositions de : ART 2.1.1 DE L'AP DU 02/10/2009

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature


EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

- les calorifuges des 2 bacs ont été repris et réalisés dans les règles de l'art par notre sous-traitant spécialiste : NORMANDIE ECHAFAUDAGES
- la vanne 700 V du bac n° 1 (S&F) sera équipée d'une tige pleine d'ici fin octobre 2012.
- le rebouchage de l'orifice du bac n° 1 sera réalisé d'ici la fin d'année 2012. Pour remarque, c'est orifice est actuellement condamné et n'est pas en communication avec l'extérieur - La rétention est étanche.

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Points 4,2,3 : photos transmises par mail du 20/11/2012.
 Point 4 : fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

5

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'inspecteur :

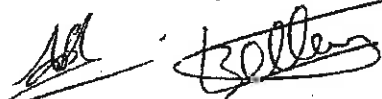
- LA RÉGLETTE MESURANT LE NIVEAU À L'EXTÉRIEUR DU BAC 1 INDIQUE UNE MESURE ERRONÉE (5,6 M AFFICHÉE AU LIEU DE 5,944M)

Écart aux dispositions de : CHAPITRE 8.3 DE L'AP DU 02/10/2009

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature



EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Les niveaux sont étalonnés de façon à ce que les 2 lectures soient en concordance.

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Compléments apportés par mail du 20/11/2012 phase de test à prévoir pour étalonnage (avec rédaction procédure à prévoir) Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

6

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site Inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'inspecteur :

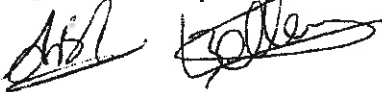
- L'EXPLOITANT DOIT S'ASSURER DE LA VÉRIFICATION PÉRIODIQUE DES EXTINCTEURS (EXTINCTEUR DU LOCAL POMPERIE SSF4 AYANT DES DATES DE VÉRIFICATION DÉPASSÉE)
- L'EXPLOITANT TRANSMETTRA À L'IIC SOUS 2 MOIS À COMPTER DE LA DATE DE L'INSPECTION LE RAPPORT DE FIN DES TRAVAUX POUR LA PROTECTION INCENDIE DES TUYAUTERIES (REMARQUE N°2 DE L'INSPECTION DU 28/10/2008)

Écart aux dispositions de : ART 7.7.4 DE L'AP DU 02/10/2009

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant,
Fonction et Signature


EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

- La société ALTAIX titulaire du contrat de vérification périodique des extincteurs assure le suivi de la validité de notre parc - Tous les extincteurs sont vérifiés pour garantir les dates d'utilisation -

- Nous avons bien acté que le rapport de fin de travaux pour la protection incendie des tuyauteries doit vous être remis - Ce rapport sera envoyé au plus tard le 26 novembre 2012 -

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Ces points seront vérifiés lors d'une prochaine inspection
 Point 2 (mail du 20/11/2012) : qui des travaux pour nouvelles tuyauteries nécessitant peinture (anti feu 2h) pour 1^{er} trimestre 2013

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

DREAL

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

7

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site Inspecté : GARDANNE

Date de l'inspection: 26/09/2012

INSPECTION

Constat de l'Inspecteur :

- L'EXPLOITANT DOIT METTRE EN PLACE UN SUIVI RIGoureux DES ÉCARTS MENTIONNÉS DANS LES RAPPORTS D'AUDIT (TABLEAU DE SUIVI PAR EXEMPLE) AINSI QU'UNE ORGANISATION INTERNE PERMETTANT DE S'EN ASSURER.
- POUR LES RAPPORTS TOTAL 0M-0833 DU 27/01/2009, RAPPORT SOCOTEC S 246853 AM ICPE 2.0 DU 19/05/2008, RAPPORT COMEX NUCLEAIRE CNF PV 08 6570 570 DU 20/10/2008, RAPPORT DEF DU 19/12/2011 ET 06/09/2011, L'EXPLOITANT FOURNIT À L'IIC SOUS 2 MOIS A COMPTER DU JOUR DE L'INSPECTION :
 - UN TABLEAU DE SUIVI POUR LES TRAVAUX RÉALISÉS,
 - UN ÉCHÉANCIER AVEC MESURES COMPENSATOIRES LE TEMPS DE LA RÉALISATION POUR LES TRAVAUX NON RÉALISÉS.

Écart aux dispositions de : ART 7.1 DE L'AP DU 02/10/2009

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement


Signature de l'Inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

 S. Serpion, Responsable Environnement


EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Un tableau de suivi regroupant l'ensemble des écarts mentionnés dans les rapports d'audit sera réalisé. Ce tableau indiquera les dates prévisionnelles de réalisation et les mesures compensatoires mises en place.

DREAL

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires : Mail du 20/11/2012: Tableau transmis avant fin 1^{er} trimestre 2013.
 Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection

L'inspection le : 28/11/2012

☐ Fiche soldée le :

Fiche n°1

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : Centrale de Provence

Date de l'inspection: 27 juillet 2011

064-00023-P1

Constat de l'inspecteur :

En cas d'incendie il existe deux niveaux de formation du personnel : niveau 1^{ère} intervention (tout le personnel : extincteurs + RIA) et niveau 2^{ème} intervention (48 personnes au total dont les chef de quart : niveau 1^{ère} intervention + lance à incendie + canon à mousse).

a) Sur ces 48 personnes, certaines ont été formées en 2006 et l'exploitant n'a pas été en mesure de nous fournir les attestations de formation de mise à niveau annuelle depuis cette date (5 ans). L'exploitant a indiqué qu'un nouveau programme de formation était en cours mais qu'il prendrait 3 à 5 ans.

L'inspection demande à l'exploitant :

- d'établir des priorités dans son programme de formation, le délai de 3 à 5 ans étant beaucoup trop long : de former prioritairement aux risques incendie (explosion et toxique) les équipes de 2^{ème} intervention.
- De former chaque membre de 2^{ème} intervention annuellement au minimum avec trace des ces formations (date et contenu).
- Que ces formations ne puissent être refusées par les agents : elles doivent faire partie de la fiche de poste des agents des équipes de 2^{ème} intervention
- Que tout personnel de niveau 2^{ème} intervention sans formation depuis plus d'un an, soit déclassé au niveau 1^{ère} intervention. *Non*
- De définir le nombre minimal de personnel qualifié de niveau 2^{ème} intervention dans une équipe en charge de l'exploitation afin que la sécurité soit assurée. *Fait Gagent*
- De fournir, à l'inspection des installations classées un calendrier de rattrapage du retard de recyclage en sécurité incendie du personnel de niveau 2^{ème} intervention. Ce programme dure 12 mois maximum. *Pas fait.*

b) L'inspection a demandé au personnel E-On de simuler la mise en marche des canons à mousse sur les bacs de fioul : cet exercice s'est révélé très long et laborieux, traduisant un manque de formation et de mise en situation. De plus les agents interrogés ce jour lors de la simulation n'ont pas su donner la date de la dernière formation sécurité incendie ni son contenu.

c) Enfin il est apparu que parfois, pour des raisons sociales, une partie du personnel dit de 2^{ème} intervention peut être amenée à refuser de suivre les formations de sécurité incendie.

Ecart aux dispositions de : Article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009 et article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables (1432).
(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

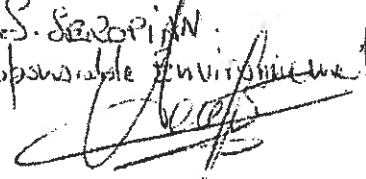
En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur



L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature

S. Serpigny
Responsable Environnement


Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

a) Le cycle de cette formation a été repensé pour permettre à tout le personnel posté concerné par le deuxième niveau d'intervention de renouveler leur formation obligatoire dans le cadre du roulement des six équipes. Pour ce fait, le formateur viendra dispenser sa formation sur site pendant le poste du mardi matin ce qui permettra de toucher tout le monde en moins de 12 mois, avec une activité de pointe programmée sur les deux périodes : septembre - octobre 2011 et avril - mai 2012.

b) La formation comprend une partie théorique adaptée aux risques rencontrés sur site et des exercices pratiques sur diverses situations d'urgence, dont la manœuvre du poste d'extinction à la mousse. Celle-ci fait l'objet d'une vérification des acquis et d'un enregistrement des participations.

c) L'objectif est d'avoir au moins 36 agents formés avec un recyclage tous les ans.

Suites susceptibles d'être données

Écart levé Oui ☐ Non ☒
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

L'écart sera levé lors de la prochaine inspection qui vérifiera l'effectivité de mesure.

L'inspection le : 06/09/2011

Le 27/09/2012 : Formations de l'ensemble du personnel non réalisées -
 Proposition d'APMEO.

☐ Fiche soldée le :

Fiche n°2

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : Centrale de Provence

Date de l'inspection: 27 juillet 2011

064-00023-P1

Constat de l'inspecteur :

Local préparation mousse (pour mise en marche manuelle des canons à mousse) :

1. Procédure de mise en route des canons à mousse : Si la procédure est claire, le nombre de vannes et leur étiquetage difficilement compréhensible la rend difficile à mettre en œuvre. *Fait*

L'exploitant doit faire en sorte que le personnel en charge de la mise en marche des canons n'ai pas de questions à se poser pour repérer quelle vanne il faut actionner : Il faut repenser le système d'étiquetage des vannes dans son ensemble. Il faut savoir clairement à quoi sert chaque vanne et distinguer les vannes à manoeuvrer en cas d'urgence.

2. Les tuyauteries sont fortement corrodées par endroit *Fait*

3. Chantier en cours aux abords de local : le positionnement des grilles de chantier, le trou non protégé à côté de la porte du local et le matériel de chantier au sol au sol empêchent son libre accès. L'accès au poteau incendie est aussi gêné.

Cette gêne a ainsi contraint à l'annulation de l'essai / vérification du canon à mousse du 11/07, comme mentionné clairement sur la fiche E-on correspondante. *Fait*

Bacs de flouil :

Les couronnes d'extinction sont fortement corrodées

changées fin 2012 /

Ecart aux dispositions de : Article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009

(indiquer le référentiel réglementaire opposable)

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'inspecteur

[Signature]

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant
Fonction et Signature*S. SECOTIN - Responsable Environnement*
[Signature]

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Point 1: L'étiquetage des vannes sera remis à niveau pour fin octobre 2011. et les intervenants de 2^e intervention passeront régulièrement à des exercices pratiques de mise en œuvre.

Point 2: Il a été vérifié que les tuyauteries et robinetteries sont opérationnelles. Elles seront vérifiées et maintenues en état dans le cadre de la rénovation d'ensemble du dépôt de flouil boue qui se déroulera au 1^{er} semestre 2012. Les couronnes d'arrosage des réservoirs de flouil seront remplacées.

Point 3: La clôture du chantier a été déplacée le lendemain de l'inspection pour laisser libre accès au local mousse. Les responsables du chantier sont informés qu'ils doivent maintenir le libre accès au local mousse.

FICHE D'ECART

Fiche n°2

☐

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : E-ON

Site inspecté : Centrale de Provence

Date de l'inspection: 27/07/2011

Suite de la fiche n°2

Suites susceptibles d'être données	
Ecart levé	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Proposition de mise en demeure	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Proposition d'arrêté complémentaire	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Commentaires : L'écart n°2 sera levé lors de la prochaine inspection qui verra l'effectivité des mesures.	
L'inspection le : 6/09/2011	
<input checked="" type="checkbox"/> Fiche soldée le : 28/11/2012	

DREAL